



A l'attention de Monsieur le Président de la République  
Emmanuel Macron  
Palais de l'Elysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Paris, le 04 décembre 2017

**Objet :** dossier du glyphosate

Monsieur le Président de la République,

Le 20 octobre, au moment où l'avenir du glyphosate au sein de l'UE était en discussion, nous vous avons adressé une lettre - co-signée par 34 ONG - vous demandant de tenir vos engagements de campagne pour placer la France en tête du combat contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens.

Lors du vote du Comité d'Appel du 27 novembre dernier, la France a commencé à honorer cet engagement en votant contre la ré-autorisation du glyphosate pour 5 ans, conformément aux engagements du Ministre Nicolas Hulot. Malgré cette opposition, le glyphosate a malheureusement été ré-autorisé pour les 5 prochaines années. Dans un tweet en date du 27 novembre vous avez alors déclaré :

*« J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans 3 ans. #MakeOurPlanetGreatAgain »*

Nous tenons à vous féliciter de cette position volontariste et claire. Néanmoins nous nous inquiétons aussi de son exécution et serons très vigilants sur son application réelle. A cet égard de récents propos du Ministre de l'Agriculture nous inquiètent. En effet, comme vous l'aurez noté, Monsieur

Stéphane Travert a d'abord affaibli vos propos en se déclarant « heureux » de l'accord européen de reconduire l'utilisation du glyphosate sur cinq ans, ce qui ne correspond pas du tout à la position officielle de la France.

Ensuite, lors des questions d'actualité posées à l'Assemblée nationale le 29 novembre dernier, il nous a semblé remettre en cause le délai de trois ans pourtant clairement fixé par vous-même pour l'arrêt du glyphosate en déclarant : *« faisons en sorte qu'ils (les agriculteurs) puissent modifier leurs pratiques agronomiques et tenir ce délai, afin que, demain, nous respectons la perspective fixée »*. Notre inquiétude à ce sujet a été encore renforcée par la lecture du journal Le Monde daté du 30 novembre dernier selon lequel l'entourage de M. Travert précise que *« si dans trois ans, il n'a pas été trouvé de solution alternative satisfaisante, il n'y aura pas d'interdiction. »*

Suite au trouble semé par ces divers propos nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, d'éclaircir les choses et de nous garantir que la position de la France est bien d'interdire concrètement l'utilisation du glyphosate dans 3 ans, quelle que soit la bonne volonté des uns ou des autres ou l'état d'avancement de la recherche. Faute d'une date butoir clairement fixée et obligatoire nous craignons en effet fortement que l'inertie ne l'emporte, comme elle l'a malheureusement jusqu'ici emporté dans le domaine de la réduction de l'usage des pesticides pour cette même raison.

Nous souhaiterions également aborder ici la problématique du processus d'évaluation et d'homologation des pesticides dans son ensemble, dont l'affaire du glyphosate a grandement révélé les failles et les faiblesses. Votre Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire s'est déjà emparé du sujet et a commencé à le porter au niveau européen. Ce sujet a également été abordé lors des Etats Généraux de l'Alimentation et l'atelier 8 en a fait une proposition d'action adoptée par consensus. La France devra être force de propositions et d'amélioration de ce système. Nous serons nous aussi actifs dans ce dossier essentiel et également très vigilants sur ses avancées.

Dans l'attente de votre retour et d'un échange sur ces sujets, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, nos salutations les plus distinguées.

Alerte Médecins Pesticides  
Dr Pierre-Michel Perinaud  
Président

Fondation pour la Nature et  
l'Homme  
Audrey Pulvar  
Présidente

Foodwatch France  
Ingrid Kragl  
Directrice de l'information

Génération Futures  
François Veillerette  
Directeur

Greenpeace  
Jean-François Julliard  
Directeur

SumOfUs  
Fatah Sadaoui  
Campaign Manager

WECEF  
Elisabeth Ruffinengo  
Responsable plaidoyer &  
projets santé-environnement

WeMove  
Mika Leandro  
Campaigns Director